DECRET N° 57-127 du 30 septembre 1957 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Mango — Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1955 organisant les conseils de circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu décret n° 57-126 du 30 septembre 1957 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1956;

Vu les procès-verbaux des réunions du conseil de circonscription en date des 11 juin et 10 septembre 1957;

Le conseil de cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la circonscription de Mango, exercice 1957 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cent soixante trois mille huit cent onze francs (163.811).

ART. 2. — Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 30 septembre 1957.

Pour le Premier Ministre absent :

Le Ministre d'Etat,
F. MAMA.

Le Ministre des Finances p. i.,
P. SCHNEIDER

Le Ministre d'Etat,
F. MAMA.

Par arrêté du Premier Ministre :

N° 177/PM-FP. du :

25 septembre 1957. — Délégation est donnée au Directeur du Personnel du Gouvernement de la République Autonome du Togo pour signer, au nom du Premier Ministre, tous actes, à l'exclusion des décrets, intéressant la gestion du personnel, sauf les arrêtés ou décisions portant nominations, intégrations, promotions et mutations.

Sa signature sera précédée de la mention :

Pour le Premier Ministre et par délégation :

Le Directeur du Personnel.

ARRETE N° 168/CAB/PM/ME. du 28 septembre 1957 autorisant le versement d'une provision à un compte hors budget.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi n° 57-30 du 3 juillet 1957 (Loi de Finances pour l'exercice 1957), notamment son article 19;

Vu la demande de M. Le Trésorier-Payeur du Togo en date du 20 septembre 1957;

ARRETE

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le versement au compte hors budget n° 112-63 intitulé « Frais de poursuites pour le recouvrement des contributions et Taxes » une provision de Trois cent cinquante mille francs CFA. (350.000 Frs.CFA).

ART. 2. — La dépense est imputable à l'article 3 du chapitre XXVI du budget général (Fonctionnement) Exercice 1957.

ART. 3. — Le Ministre des Finances et le Trésorier Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Lomé, le 28 septembre 1957.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 171/PM/INT. du 1er octobre 1957 ordonnant le recensement de certains cantons du Cercle de Sokodé.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 57-44 du 3 avril 1957 déterminant les attributions du Premier Ministre;

Vu le décret n° 57-51 du 16 avril 1957 portant organisation des services et bureaux du Ministre d'Etat;

Vu l'arrêté n° 384-54/AP. du 21 avril 1954 portant réorganisation de l'état-civil des personnes de statut local;

Sur la proposition du Commandant de Cercle de Sokodé et après avis du ministre d'Etat;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le recensement de la population des cantons de Sotoubua, Dako, Paratao et Agoulou (Cercle de Sokodé) sera effectué sur les ordres du Commandant de Cercle pendant les mois de septembre et octobre 1957.

ART. 2. — Sont applicables aux contrevenants les peines prévues aux articles 33 et 34 de l'arrêté susvisé du 21 avril 1954.

ART. 3. — Le Commandant de Cercle de Sokodé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1er octobre 1957.

Pour le Premier Ministre, absent :

Le Ministre d'Etat,
chargé des Affaires courantes,
F. MAMA.